

*Toute*

# NATURE

# 50

SPÉCIAL 50<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE

Une publication de la SNAP • Automne 2013/Hiver 2014

Entente pour publication 40033545



**SNAP**

SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

Ce numéro de *Toute nature* commémore les réalisations de la SNAP pendant son premier demi-siècle d'existence. Il trace le profil des principaux dirigeants qui ont construit notre organisation au cours de ces 50 ans et de plusieurs membres du personnel et bénévoles qui perpétuent cette tradition. Vous avez peut-être rencontré certains d'entre eux. Vous êtes peut-être même l'un d'entre eux.

Quel que soit votre lien avec la SNAP, je tiens à vous remercier de faire partie des nôtres. Je veux surtout remercier les nombreux donateurs, partisans, bénévoles et membres du personnel, anciens et actuels, dont les noms ne figurent pas dans ce numéro. Nous devons notre succès à l'essentielle contribution de chacun d'entre vous.

J'ai pris connaissance de la SNAP il y a trente ans lors d'une conversation avec une ancienne collègue de travail qui mentionnait son implication au sein du conseil d'administration de la section locale de la SNAP. Ma carrière et mon rôle de père prenaient tout mon temps, mais, je pouvais faire un don mensuel et écrire une lettre occasionnellement dans le cadre d'une campagne visant à créer ou à protéger un parc. Lorsque la tournée sur Nahanni, organisée par la SNAP, s'est arrêtée à Ottawa, ma fille et moi étions dans l'assistance. Ce soir-là, nous avons acheté deux affiches laminées des chutes Virginia. L'une d'entre elles est accrochée sur un mur de mon salon et l'autre dans la maison de ma fille à Calgary.

Jusqu'à ce que je m'engage davantage il y a huit ans, je considérais le rôle que je jouais au sein de la SNAP comme étant plutôt mineur. Maintenant, je comprends mieux l'importance des donateurs mensuels en ce qui concerne la viabilité financière de la SNAP. Je constate aussi l'impact que plusieurs milliers de partisans peuvent avoir quand ils écrivent à un ministre sur une question comme les limites d'un parc national.

Les articles publiés dans ce numéro peuvent vous rappeler votre propre lien avec la SNAP au fil des ans. La mondialisation accroît non seulement la demande pour les ressources naturelles du Canada, mais aussi l'importance de nos paysages naturels pour l'avenir et du lien intime que les gens entretiennent avec la nature. J'espère que vous continuerez ce périple pour la conservation au cours des 50 prochaines années!

Oliver Kent est le président du Conseil d'administration de la SNAP.



Oliver Kent, lors d'un récent voyage à la réserve provisoire de parc national Thaidene Nene, au bras Est du Grand lac des esclaves.

PHOTO : ERICA JANES

La SNAP est un organisme canadien dont la mission est la protection d'au moins 50 % de notre nature sauvage. Depuis 1963, nous avons joué un rôle de premier plan dans l'établissement de plus des deux tiers des aires protégées du Canada.

506-250, av. City Centre  
Ottawa, ON K1R 6K7  
Tél: 613-569-7226  
Fax: 613-569-7098

Courriel: info@cpaws.org  
Site web: www.snapcanada.org

#### ADMINISTRATEURS NATIONAUX

Oliver Kent, Président  
Julie Davidson, Vice Présidente  
Andre Vallillee, Trésorier  
Tim Gray, Président, Comité de la conservation  
Alex Abboud, Président, Comité de l'engagement  
Philippa Lawson  
Raymond Plourde  
Marie-Eve Marchand  
Cathy Wilkinson  
Vincent Castellucci  
Laura Colella  
Nika Collison  
Bob Halfyard  
Nikita Lopoukhine  
Amy Kleiner-Roberts  
Michael Robinson

#### ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Stephanie Cairns  
Phil Dearden  
Gordon Nelson  
Al Davidson  
Bob Peart

#### ÉQUIPE ÉDITORIALE

Ellen Adelberg, Directrice des communications  
et du marketing, bureau national  
Eric Hebert Daly,  
Directeur exécutif, bureau national  
Alison Woodley, Directrice bureau national,  
programme sur les parcs  
Un grand merci à Rick Boychuk  
pour ses conseils éditoriaux  
Graphisme : Janice J. Mclean

ISSN 1717-8894. Maître de poste : Faire parvenir  
tout changement d'adresse au Canada à la SNAP :  
250, av. City Centre, bureau 560,  
Ottawa, ON K1R 6K7.

Toute Nature est publié deux fois par an  
(au printemps et à l'automne) par la Société pour la  
nature et les parcs du Canada (no d'enregistrement  
10686 5272 RR0001). Envoyez vos commentaires  
et suggestions à info@cpaws.org.

© 2013 Société pour la nature et les parcs du  
Canada. Aucune partie de cette publication ne peut  
être reproduite sans l'autorisation  
écrite expresse de la SNAP.

## DANS CE NUMÉRO

### 2 Du bureau du président

### 4 La grande vision

Alors qu'évolue notre compréhension de l'importance que revêt la conservation, les campagnes de la SNAP sont de plus en plus ambitieuses Par Rick Boychuk

### 8 Trêve boréale

Afin de protéger les « poumons de l'Amérique du Nord », la SNAP préfère la paix à la guerre dans les bois Par Fraser Los

### 14 Un chœur populaire

Propulsées par la passion et l'engagement des membres, les campagnes de la SNAP ont permis de protéger et de développer les parcs du Canada Par Christopher Pollon

### 20 À la défense de l'océan

Inspirée par le plaidoyer passionné en faveur de la protection des océans de « marine » Sabine Jessen, la SNAP se fait protectrice de l'environnement marin menacé du Canada Par Alanna Mitchell

### 26 Une touche de nature chez soi

Les paysages ayant le plus besoin d'être protégés se trouvent parfois dans notre propre cour Par Dan Rubinstein

### 32 La solution : jouer à l'extérieur

Mettre les enfants en contact avec la nature peut contribuer à améliorer leur santé et à inspirer la prochaine génération d'écologistes Par Anne Casselman

**Couverture :** D'innombrables cours d'eau, comme cette rivière aux nombreux méandres, se déversent dans la rive Est du Lac Winnipeg. PHOTO : RON THIESSEN

# La grande VISION

*Alors qu'évolue notre compréhension  
de l'importance que revêt la conservation,  
les campagnes de la SNAP sont de plus  
en plus ambitieuses*

*Par Rick Boychuk*

*Comme dans tout art, notre capacité de percevoir la qualité de la nature  
commence par ce qui est beau. Elle passe par des étapes successives,  
de la beauté à des valeurs que le langage n'a pas encore capturées.*

*Aldo Leopold, A Sand County Almanac, 1949*

La beauté des paysages naturels attirent les gens du monde entier, que ce soit les Canadiens, les Chinois, les Colombiens ou les Croates. Les collines, les prairies, les montagnes, les forêts, les déserts, la toundra touchent notre sens de l'esthétique à un niveau primitif. L'allure est intemporelle. Les êtres humains sont attirés aujourd'hui par la splendeur de la pleine nature, tout comme ils l'étaient il y a 1 000 ans. Ce qui a changé au cours des cinquante dernières années, c'est ce que nous savons et ce que nous *pensons* des paysages naturels.

Lorsque l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada (APNPC), le précurseur de la SNAP, a été fondée en 1963, c'était en partie en réponse à la demande d'Alvin Hamilton, alors ministre des Affaires du nord et des Ressources naturelles au sein du gouvernement de Diefenbaker. À l'été de 1960, M. Hamilton rappelait à ses collègues de la Chambre des communes, dont certains le sollicitaient ardemment pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver dans le parc national Banff, que l'objectif fondamental des parcs est de les préserver pour « les milliers de personnes qui recherchent ces parcs pour leur tranquillité, leur beauté et leur capacité d'alléger la pression qu'exerce cette civilisation. »



L'hiver dissimule sous son manteau la forêt boréale du parc national de Prince Albert, en Saskatchewan. PHOTO : WAYNE LYNCH

L'effervescence d'après la Deuxième Guerre mondiale a généré une prospérité sans précédent dans un Canada en voie d'urbanisation rapide. Le nombre de visiteurs dans les parcs existants doublait tous les quatre ans. Les Canadiens n'avaient jamais été aussi riches. Les industries d'extraction des ressources florissaient. Dans les années 1960, cependant, plusieurs Canadiens ont commencé à s'inquiéter de l'impact du développement sur le riche patrimoine écologique du Canada qui se trouvait derrière les limites du parc.

« Les parcs, partout, et en particulier les parcs nationaux, étaient assiégés, » se rappelle Gavin Henderson, un fervent immigrant britannique passionné de conservation et premier directeur exécutif de l'APNPC.

Dans ses premières années, l'APNPC se concentrait sur une bonne gestion des parcs en préservant « leur quiétude et leur beauté, » ainsi que sur l'augmentation du nombre de parcs. M. Henderson fit campagne pour mettre un terme à la chasse dans le parc national de la Pointe-Pelée, pour empêcher que Banff accueille les Jeux olympiques et pour encourager une bonne administration des parcs en général. Il n'a pas tardé à prendre des mesures contre des menaces perçues. Il a pris au sérieux la notion de préservation des paysages dans les parcs « à jamais, dans un état aussi naturel que possible, renonçant entièrement au développement de leur potentiel économique. »

Peu de temps après le lancement de l'APNPC, M. Henderson fut contacté par Gordon Nelson, un jeune académicien de l'Université de Calgary. M. Nelson avait grandi à Hamilton, en Ontario, en marge de l'escarpement du Niagara. Il avait étudié la géographie à l'Université McMaster. Il avait obtenu une maîtrise de l'Université du Colorado et un doctorat de Johns Hopkins. Ses intérêts fondamentaux étaient l'aménagement des terres et la conservation.

M. Nelson, avec d'autres professeurs et étudiants de l'Université de Calgary, ainsi qu'avec des citoyens concernés, a mis sur pied une section occidentale de l'APNPC. Ils offraient un point de vue scientifique et axé sur les recherches durant les campagnes de l'APNPC.



*Les bénévoles  
et les membres  
du personnel  
de la SNAP sont  
la conscience  
des Canadiens  
et parlent en  
leur nom d'un  
ton collaboratif.*

Au début des années 1970, l'APNPC a été reconnue nationalement et internationalement comme la principale organisation citoyenne des parcs et de la conservation au Canada.

Gordon Nelson, qui a fait fonction de président de l'APNPC au début des années 1970, est maintenant âgé de 81 ans et participe toujours aux efforts de conservation. Il ne considère pas les parcs comme des forteresses sauvages, mais comme des « sources de connaissance naturelle et culturelle. » Il dit que dans les années 1980, l'émergence des concepts de biodiversité et de l'écologie du paysage ont radicalement changé les méthodes de conservation. Pour être écologiquement durable, croit-il, l'aménagement des terres et les efforts de conservation doivent tenir compte de l'approche écosystémique, de l'intégration de corridors pour permettre à la faune de se déplacer, de l'histoire de l'utilisation des terres par les Premières Nations, des réflexions et pratiques environnementales et du changement climatique en particulier.

Pour citer Aldo Leopold, la biodiversité et l'écologie du paysage consistent à comprendre que « la terre est une communauté ». Considérer les paysages en ces termes, c'est reconnaître que les parcs ne peuvent pas exister en tant qu'îles. Ils doivent faire partie d'une plus grande toile. Aussi, pendant les années 1980 et 1990, l'APNPC, rebaptisée la SNAP en 1986, a fondamentalement réorienté son approche et reconsidéré la façon d'engager les Canadiens.

« Il nous fallait une grande idée qui définisse le Canada au 21<sup>e</sup> siècle, » explique Harvey Locke, un avocat de Calgary qui s'est joint à la SNAP en 1981 et qui a occupé le poste de vice-président, puis de président de 1990 à 1995.

La première grande initiative menée par M. Locke fut la *Yellowstone to Yukon Conservation Initiative* (Y2Y), dont l'objectif était de créer un corridor continu pour la faune, allant du parc national Yellowstone aux États-Unis jusqu'au Yukon dans le nord du Canada. C'était un projet audacieux et qui a donné le ton au nouveau concept visionnaire de la SNAP sur la planification de l'aménagement des terres de la spectaculaire région Muskwa-Kechika du nord de la Colombie-Britannique.

La SNAP vient à cette époque de lancer sa campagne la plus ambitieuse, exhortant les gouvernements fédéral et provinciaux à protéger au moins la moitié des terres et des eaux du Canada. Bien que le Canada possède une économie très gourmande en ressources, M.



Locke et ses collègues de la SNAP croient que l'opposition entre conservation et développement qui existe dans l'âme de tous les Canadiens peut être réconciliée. Une division moitié-moitié n'est pas seulement un objectif équitable et nécessaire, c'est un projet que des générations à venir considéreront comme documenté, visionnaire et inspiré.

Dans un article qu'il écrivait récemment en collaboration avec Brendan Mackey, M. Locke mentionnait la nécessité de conserver de vastes réseaux d'écosystèmes, du fait que « la recherche montre clairement que protéger des écosystèmes primaires comme les forêts, les terres humides et les tourbières (qu'elles soient tropicales, tempérées ou boréales) permet de conserver leurs stocks de carbone intacts et d'éviter les émissions causées par la déforestation et par la dégradation. C'est essentiel pour résoudre le problème du changement climatique. »

Les bénévoles et les membres du personnel de la SNAP sont la conscience des Canadiens et parlent en leur nom d'un ton collaboratif. Ils travaillent avec les gouvernements, les communautés, les peuples autochtones, l'industrie et les scientifiques. Les bénévoles et les dirigeants comme M. Henderson, M. Nelson et M. Locke ont construit une organisation qui mène des travaux de recherche à l'écoute des besoins à l'échelle locale et nationale. Leurs réalisations sont à la mesure de leurs ambitions. Depuis sa création, la SNAP a permis de protéger environ un demi-million de kilomètres carrés de paysages canadiens, soit une superficie supérieure à celle du Yukon.

Éric Hébert-Daly, l'actuel directeur exécutif de la SNAP, prend appui sur cet impressionnant héritage. Selon lui, la clé pour engager la prochaine génération est de voir au-delà de la beauté des paysages naturels et de reconnaître leur importance en matière de changements climatiques, d'économie et de santé humaine.

« Nous ne tenons pas compte du genre de services que la nature nous offre, à savoir de l'air pur, de l'eau propre, de la nourriture, des médicaments, des occasions d'écotourisme durable et le bien-être spirituel, lorsque nous la remplaçons par des grumiers et des puits de mines. Nos économies doivent évoluer pour comprendre que la valeur de l'arbre ne se limite pas à sa coupe. Il n'a jamais été aussi important pour nous de bien informer et d'engager le public envers la conservation. »

Rick Boychuk est l'ancien rédacteur en chef du magazine *Canadian Geographic*.

Les invités du photographe et membre du Conseil d'administration de la SNAP, Wayne Sawchuk, traversent une rivière à gué dans la zone de gestion de Muskwa-Kechika (à gauche), une étendue de 6,4 millions d'hectares de nature protégée dans le nord de la Colombie-Britannique, soit à peu près la taille de l'Irlande (à droite).

PHOTOS : WAYNE SAWCHUK



# Trêve





# boréale

*Afin de protéger  
les « poumons de  
l'Amérique du Nord, »  
la SNAP préfère la paix  
à la guerre dans les bois*

*Par Fraser Los*

La rivière Wanipigow, qui se jette dans le lac Winnipeg par sa rive Est, traverse la plus grande étendue au monde de forêt boréale non fragmentée.

PHOTO : RON THIESSEN



Un visiteur à la zone de gestion de Muskwa-Kechika prend une pause pour une baignade rafraîchissante dans l'un des nombreux lacs intacts de la région.

PHOTO : WAYNE SAWCHUK

**D**irigez-vous vers le nord presque n'importe où au Canada, au-delà des Prairies de l'Ouest ou des falaises drapées de pins et des lacs de kettle du Bouclier canadien en Ontario et au Québec. Puis, scrutez l'horizon de n'importe quel poste d'observation élevé. Ici, le paysage d'épinettes, de pins gris, de tourbières et de lacs semble durer éternellement, dans un mélange de vert et de bleu, au loin.

La forêt boréale du Canada, une éponge de carbone massive qui absorbe les émissions de CO<sub>2</sub>, porte le surnom de « poumons » de l'Amérique du Nord. Elle est le gagne-pain de milliers de Canadiens qui travaillent dans l'industrie du bois d'œuvre et des pâtes et papier. Pour plusieurs Premières Nations, la forêt est partie de leur patrie. Pour le caribou itinérant et les loups qui le chassent depuis des millénaires, c'est l'un des plus grands écosystèmes inaltérés de la planète.

L'importance de la forêt boréale ne pourra jamais être mesurée par quelques métriques isolées. La forêt ne peut pas, non plus, être gérée par quelques parties intéressées seulement. Pour protéger quelque chose d'aussi vaste, d'aussi vital, il faut considérer sous un nouvel angle la façon de faire la paix avec la forêt.



Au milieu : En mai 2010, des représentants de la SNAP et des organismes environnementaux partenaires se sont joints aux représentants de l'industrie forestière pour signer l'Entente historique sur la forêt boréale canadienne (AFBC).

En bas : Janet Sumner, représentante de la SNAP à l'AFBC et directrice générale de la SNAP-section *Wildlands League*, prend la parole lors d'une conférence de presse en juin 2010. Les sociétés forestières et les groupes environnementaux avaient rendu publique une proposition de préservation de l'habitat du caribou dans la forêt de la rivière de l'Abitibi, dans le Nord-Est de l'Ontario. PHOTOS : CANADIAN BOREAL FOREST AGREE

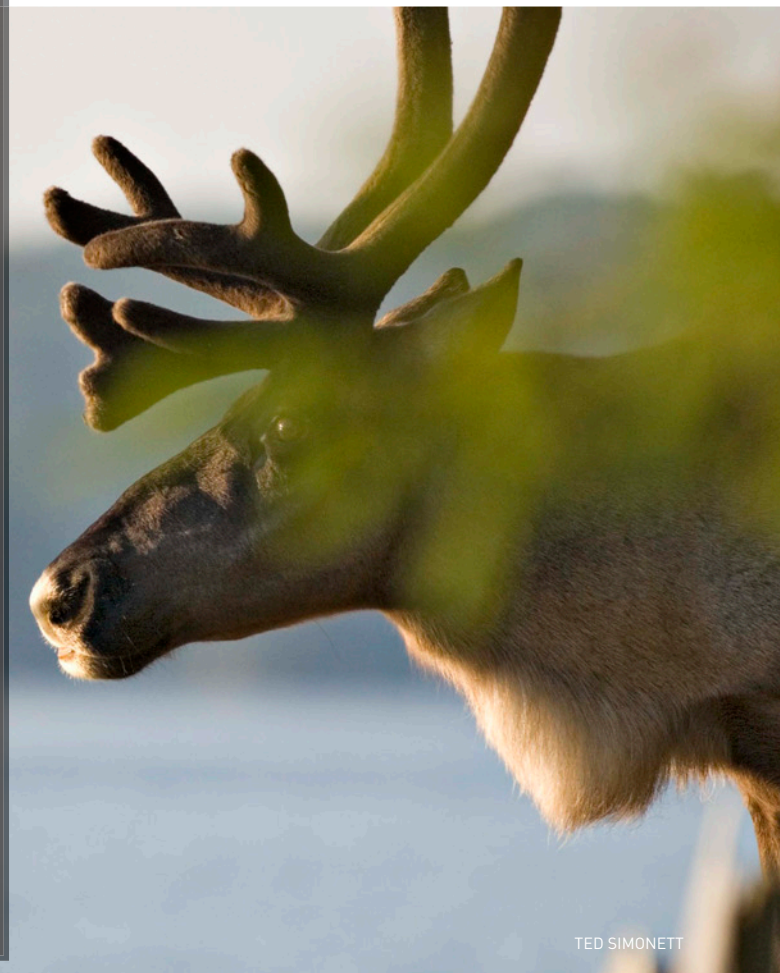
# UN HABITAT que nous partageons

« Lorsque le caribou est en danger, vous l'êtes aussi. »

De nombreux Canadiens n'ont jamais mis les pieds dans la forêt boréale. Sensibiliser la population sur ce qui est en jeu constitue donc l'un des plus grands défis à relever lorsqu'il s'agit de protéger la région. Grâce à sa campagne « Le caribou et vous » qui nous fait prendre conscience que les menaces qui pèsent sur l'habitat du caribou mettent en danger toute la forêt boréale et le climat mondial, la SNAP encourage les gens à passer à l'action en faisant un don en ligne pour protéger l'habitat du caribou des bois boréal.

La campagne permet aux Canadiens de prendre part aux décisions qui détermineront l'avenir de cette espèce menacée ainsi que des vastes forêts boréales et des tourbières dont sa survie dépend. Elle a déjà eu un grand impact. Grâce aux sympathisants du

« Caribou et vous », le gouvernement fédéral a reçu plus de 14 000 commentaires, ce qui a contribué à renforcer sa stratégie de rétablissement du caribou en vertu de la Loi sur les espèces en péril.



TED SIMONETT

*« Dans les années 1970 et 1980, les agences de gestion des ressources voyaient la forêt comme, au mieux, une ferme forestière. »*

Conserver la forêt boréale est une priorité de la SNAP depuis sa fondation. Dans les années 1990, les scientifiques sonnaient l'alarme. Il fallait protéger de grandes aires de la région afin de conserver ce vaste écosystème pour l'avenir. Ce fut là le catalyseur d'initiatives renouvelées, de la notion d'urgence et de l'incitation à l'action. Au cours des douze dernières années, la SNAP a accéléré ses efforts visant à conserver 50 % (ou plus) de la forêt boréale du Canada en sensibilisant le public et en menant d'intenses négociations avec des partenaires clés, sans oublier quelques alliances improbables et sans précédent.

À la fin du millénaire, la SNAP avait déjà réalisé une série d'avancées dans le domaine de la conservation de la forêt boréale. Celles-ci étaient dirigées par le directeur de la conservation à l'époque, George Smith, et un membre du Conseil d'administration, Wayne Sawchuk. Les deux ont collaboré avec des représentants des Premières Nations, de l'industrie et du gouvernement pour élaborer un plan d'aménagement des terres exhaustif, créant un précédent dans la belle région de Muskwa-Kéchika : une étendue de 6,4 millions d'hectares dans le nord-est de la Colombie-Britannique. Une telle réussite offrait un sursis des plus attendus dans une ère entachée par les conflits entre les groupes de conservation et les entreprises de l'industrie forestière, auxquels il semblait alors impossible de trouver des solutions à long terme.

« Dans les années 1970 et 1980, les agences de gestion des ressources voyaient la forêt comme, au mieux, une ferme forestière, » explique le premier directeur du programme boréal de la SNAP, Tim Gray, maintenant directeur au sein de la Fondation Richard Ivey. Cette dernière a financé de nombreux projets de la SNAP par le biais de son programme *Conserving Canada's Forests*. Les coupes à blanc prenaient de plus en plus d'ampleur, en partie pour satisfaire un marché mondial, mais aussi parce que l'exploitation forestière était en expansion vers le nord dans les forêts moins peuplées pour y abattre des arbres plus petits.

Autrement dit, les bûcherons devaient défricher des zones plus larges pour obtenir la même valeur en bois d'œuvre. Avec les plus grandes coupes vinrent toutes les caractéristiques de la perturbation causée par la foresterie industrielle, y compris davantage de routes morcelant le paysage et menaçant le caribou itinérant et d'autres espèces.

Mais l'attitude du public était en train de changer. Les Canadiens souhaitaient protéger leurs splendides zones boisées. Certains environnementalistes ont réalisé qu'il était plus efficace de bloquer les ventes que de bloquer les chemins forestiers, explique M. Gray. Un scénario de la carotte et du bâton prit forme. La carotte a été introduite en 1993 avec la création du *Forest Stewardship Council (FSC)*, un système de certification mondial, fondé à Toronto, pour les forêts gérées de façon durable. L'actuel directeur des programmes forestiers de la SNAP, Chris Henschel, a contribué à la rédaction des normes relatives à la forêt boréale régissant le *FSC*. Il siège maintenant au Conseil d'administration du *FSC-Canada*. À ce jour, plus de 34 % des forêts canadiennes ont été certifiées par le *FSC*, le plus important engagement pris en ce qui concerne l'exploitation durable des forêts par n'importe quel pays.

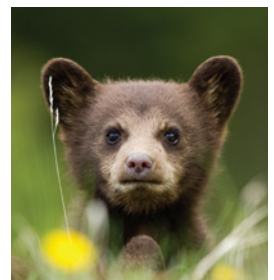
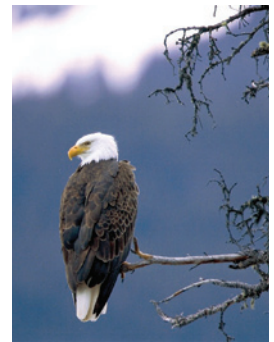
L'aspect « bâton » de l'équation était évident : les approvisionnements en bois en provenance de sociétés non durables faisaient l'objet de boycotts. « Ce n'était plus seulement un risque local, alors que quelqu'un bloquait un chemin forestier, » de dire M. Gray. « Pendant un boycott, les entreprises pouvaient perdre des dizaines, voire des centaines, de millions de dollars. » Ce combat, qui se jouait sur la place du marché de l'opinion publique et du monde des finances, n'était durable, ni pour l'industrie forestière, ni pour les communautés du nord et certainement pas pour les écosystèmes boréaux.

La « guerre dans les bois » devait s'arrêter. Selon la SNAP, la forêt boréale était peut-être le meilleur endroit pour rectifier les choses. Protéger la région exigeait un nouveau paradigme de gestion, une nouvelle voie qui veillerait à ce que la conservation ne reste pas en lutte continuelle avec l'industrie.

En 2003, le Conseil principal de la forêt boréale, composé de représentants de la SNAP, d'autres groupes de conservation, des Premières Nations et d'entreprises d'exploitation des ressources, concrétisèrent cette vision commune en donnant naissance à la Convention pour la conservation de la forêt boréale, un engagement collectif ayant pour but la gestion durable des forêts. Les membres du Conseil espéraient qu'il inspirerait le reste du monde.

Concrétiser ce concept sur le terrain ne serait pas facile. « Il a d'abord fallu développer un certain niveau de confiance entre les intervenants, » se rappelle M. Gray. « Les représentants

Des membres de la Première Nation de Cat Lake, près de la *Berens River*, en Ontario, discutent de l'aménagement des terres avec le personnel de la SNAP. PHOTO : ANNA BAGGIO



Parmi les espèces que l'on trouve dans la vaste forêt boréale du Canada, notons le renard roux, l'aigle à tête blanche, l'orignal et l'ours noir.

PHOTOS, DE HAUT EN BAS : ROBERT BERDAN; PETER DETTLING; JOE DESJARDINS; TERRY SHADDICK



**La « guerre dans les bois » devait s'arrêter. Selon la SNAP, la forêt boréale était peut-être le meilleur endroit pour rectifier les choses.**

de l'industrie étaient convaincus que le seul objectif de la communauté environnementale était de les acculer à la faillite. D'autre part, les écologistes étaient d'avis que l'industrie n'était intéressée que par la maximisation des profits et qu'elle ne se souciait guère de la forêt. Il fallait faire fi de ces idées préconçues. »

L'Entente sur la forêt boréale canadienne (EFBC), bien qu'encore inachevée, est peut-être la plus grande occasion qui soit pour faire de cette vision collective une réalité. Signée en 2010 par neuf groupes environnementaux, y compris la SNAP et 21 entreprises forestières, l'EFBC vise à protéger ou à gérer de façon durable 76 millions d'hectares de la forêt boréale. Les groupes environnementaux ont convenu de cesser leurs campagnes critiques envers les entreprises participantes tandis que tous les signataires collaboraient pour arrêter des plans d'action bilatéraux de gestion durable des régions clés de la forêt boréale.

Nous devons la première réussite d'importance, un plan d'action préliminaire pour le caribou de la rivière Abitibi dans le nord-est de l'Ontario, aux efforts de collaboration pour concilier les priorités de conservation et de viabilité économique. Fort du travail de collaboration antérieur entre la SNAP et la société forestière Tembec, le plan sur l'Abitibi proposait des recommandations visant à protéger plus de 800 000 hectares de l'habitat du caribou et à récolter de façon durable les 2,2 millions d'hectares restants.

Bien qu'il faille que la province y appose sa signature finale, les planificateurs de l'EFBC ont bon espoir que le franchissement de ce dernier obstacle n'est qu'une question de temps, surtout que les Premières Nations et les maires sont d'accord. En ce qui concerne la SNAP, il est indispensable de collaborer. « Vous pouvez ainsi apporter des solutions que personne ne croyait pouvoir mettre en œuvre, » souligne Janet Sumner, la directrice exécutive de la section *Wildlands League* au sein de la SNAP, et l'une des principales intervenantes dans l'élaboration du plan sur l'Abitibi et de l'EFBC au palier national.

« Nous sommes en mesure d'entamer un nouveau dialogue avec les maires des régions du nord, pour qui nous n'étions auparavant qu'un « environnementaliste du sud » mais qui aujourd'hui estiment que « c'est exactement le genre de solution dont nous avons besoin ».

En sa troisième année, en juin dernier, l'EFBC connaissait une série de revers. *Greenpeace* et *Canopy* se sont retirés. Les sept groupes de conservation restants ne coopèrent plus avec Résolu Produits forestiers, une industrie signataire. Mme. Sumner croit cependant que la « recette gagnante » utilisée lors de la mise à exécution du plan sur l'Abitibi est tout simplement trop sensée pour échouer. Elle est certaine qu'elle sera reprise par d'autres plans régionaux en voie d'achèvement au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et à Terre-Neuve.

Cette stratégie collaborative a également créé ou consolidé les liens avec les communautés autochtones. Au Manitoba, par exemple, la SNAP fait équipe avec les Premières Nations sur de nombreux projets de conservation, préservant deux nouveaux parcs provinciaux et mettant fin à l'activité industrielle dans tous les parcs du Manitoba, sauf un. À l'heure actuelle, la SNAP-section Manitoba collabore avec cinq Premières Nations et les gouvernements du Manitoba et de l'Ontario pour désigner un Site du patrimoine mondial de l'UNESCO dans la forêt boréale à l'est du lac Winnipeg, une région appelée Pimachio-win Aki en Ojibway, signifiant « la terre qui donne vie. »

« Nous ne parviendrons à rien, à moins de convaincre les Premières Nations, » a dit le directeur exécutif de la SNAP-section Manitoba, Ron Thiessen. Il ne suffit pas de tout simplement protéger la forêt boréale, ajoute-t-il. Il s'agit aussi de veiller à ce que les Premières Nations aient davantage leur mot à dire sur ce qui se passe sur leurs terres ancestrales.

Créer ces partenariats durables incarne le travail de la SNAP dans la forêt boréale, qu'il s'agisse de resserrer les liens avec les communautés locales ou de tendre la main aux entreprises forestières par le biais d'ententes historiques comme l'EFBC. Il y a un énorme avantage à travailler sur ces solutions ensemble. Ce cumul de bonne volonté, de connaissance et d'expertise est ce qu'il nous faut pour obtenir des résultats dans le domaine de la conservation, au cours des prochaines années.

Fraser Los, un écrivain basé à Toronto, aimerait revivre la décennie qu'il a passée à planter des arbres dans la forêt boréale du Canada.

*Propulsées par la passion et l'engagement  
des membres, les campagnes de la SNAP  
ont permis de protéger et de développer  
les parcs du Canada*

*Par Christopher Pollon*

# Un chœur POPULAIRE



Le long du bras Est du Grand lac des Esclaves dans les Territoires du Nord-Ouest, la forêt boréale se mue en toundra arctique. C'est la terre patrie que le peuple des Dénés Lutsel K'e partage avec d'immenses troupeaux de caribous de la toundra. Au cœur de cette nature se trouve le projet de réserve de parc national Thaidene Nene.

La SNAP a lancé une campagne nationale visant à inciter les 65 000 abonnés de sa liste électronique à appuyer la Thaidene Nene et à promouvoir la réserve de parc provisoire auprès de la population canadienne, des médias et des décideurs. Une tournée de promotion nationale ce printemps comprenait des arrêts à Yellowknife, à Ottawa et à Calgary. La tournée et le suivi promotionnel sous forme de vidéos présentées à la communauté par le biais d'Internet et des médias sociaux offrent aux Dénés Lutsel K'e l'occasion de dire aux Canadiens pourquoi il est important de protéger cet endroit de certaines formes de développement.

« Thaidene Nene ne représente pas un projet durable seulement pour nous, il l'est aussi pour le reste du monde, tant en termes environnemental que de sensibilisation à l'importance de préserver l'eau, les arbres et les animaux » explique Gloria Enzoe, gestionnaire du programme Thaidene Nene pour la Première Nation des Dénés Lutsel K'e.

Les Dénés Lutsel K'e collaborent avec Parcs Canada pour créer un modèle de partenariat novateur pour la gestion de Thaidene Nene. La SNAP, comme elle l'a fait tant de fois auparavant, sensibilise les Canadiens et d'autres habitants de la planète sur les valeurs culturelles et écologiques très particulières de ce paysage extraordinaire.

Créer une mobilisation pour de nouveaux parcs est un des rôles clés joués par la SNAP ces dernières décennies, depuis sa fondation en 1963. Elle a été une défenseuse inconditionnelle de l'intégrité écologique de nos parcs nationaux. Au fil des ans, le secret de son efficacité a été de savoir puiser dans le respect que les Canadiens ont pour la nature et de mobiliser une base de partisans inconditionnels qui donnent temps et argent pour la préservation et l'extension des aires protégées à travers le Canada.

« La SNAP est une organisation fondée sur les membres, composée de vraies personnes qui vivent dans toutes les régions du pays et c'est là sa principale force, » a déclaré Harvey Locke, ancien président national de la SNAP et président fondateur de la *Foundation for Canadian Parks and Wilderness*.

L'organisation qui est devenue la SNAP est née par nécessité, en raison d'une crise nationale. Les années 1950 ont été une période sombre pour les parcs du Canada, alors qu'une population insouciante donnait carte blanche aux gouvernements qui ont rayé de la carte nationale de nombreuses aires protégées. Nous étions aussi à l'aube du tourisme sur pneus, stimulé par la construction de la route transcanadienne au cœur même de quatre parcs nationaux de l'Ouest, et d'une marée montante des programmes de commercialisation des parcs et de développement des ressources. En réaction, un petit groupe de Canadiens soucieux de la conservation a créé l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada (APNPC), qui a été rebaptisée la SNAP en 1986, pour protéger les parcs de la cohue du développement commercial.



Page Opposée : L'aube illumine une grappe de cristaux de glace sur le lac Bow dans le parc national de Banff.

PHOTO : PETER DETTLING

En haut : Ces falaises qui longent le bras Est du Grand lac des esclaves feraient partie de la réserve de parc national Thaidene Nene.

PHOTO : TESSA MACINTOSH

En Bas : Un jeune Déné Lutsel K'e jette sa ligne dans les eaux calmes du Grand lac des esclaves. PHOTO : STEVEN ELLIS

# « L'INTÉGRITÉ ÉCOLOGIQUE » : PREMIER OBJECTIF DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE PARCS

La SNAP a joué un rôle de premier plan pour veiller à ce que « l'intégrité écologique » devienne la priorité fondamentale de tous les plans de gestion de parc national lorsque la Loi sur les parcs nationaux du Canada fut mise à jour à la fin des années 1980. La loi fut renforcée en 2000, lorsque l'intégrité écologique devint la première priorité du ministre de l'Environnement dans toutes les décisions de gestion des parcs.

La *Wildlands League* (SNAP-section Ontario) a emprunté une page de la législation nationale au moment de mener sa victorieuse lutte de sept ans pour que le même niveau de priorité « d'intégrité écologique » soit intégrée dans la loi sur les parcs provinciaux de l'Ontario. Malgré cette réussite, seuls 20 % environ du bien-aimé parc provincial Algonquin relève entièrement de la nouvelle loi. « Il nous aura fallu sept ans pour bien faire les choses en vertu de la Loi sur les parcs, » explique Evan Ferrari, qui menait la charge au nom de la SNAP, en Ontario. « Ce sera à une autre génération de boucler la boucle. »



Un cerf de Virginie prend la poudre d'escampette dans la nature.

PHOTO : RYAN PERUNIAK

Au début des années 1970, la bataille sur l'avenir des parcs du Canada atteint son paroxysme lorsque le lac Louise fut proposé comme point zéro pour les Jeux olympiques d'hiver. Le projet visait à créer un village genre Whistler en plein milieu de l'habitat du grizzli. Une coalition de groupes dirigés par la SNAP a heureusement réduit le plan à néant. Dans les années 1980, les menaces de développement ont ressurgi lorsque le gouvernement fédéral a alloué 500 millions \$ pour de nouvelles initiatives de développement à Banff. L'Albertain Harvey Locke, un fervent défenseur de Banff, depuis toujours, assumait la présidence de la SNAP en 1990. Sous son égide, une ligne fut tracée dans le sable. « J'étais bénévole. Sans personnel à Calgary, nous avons un petit budget et une organisation nationale. Par contre, nous disposons d'un énorme pouvoir populaire et nous l'avons mobilisé, » a déclaré M. Locke. L'expansion de l'espace commercial à Banff fut finalement rejetée. « Les gens ont lutté pour le parc Banff même s'ils n'y avaient jamais mis les pieds, parce qu'ils comprenaient qu'il fallait défendre ce symbole important pour tous, tant au pays que dans le reste du monde. »

En 2000, la Loi sur les parcs nationaux du Canada fut modifiée pour faire en sorte que Banff et Jasper soient les dernières villes à jamais voir le jour dans un parc national.

À peu près au même moment où la bataille de Banff s'intensifiait, au début des années 1970, Pierre Trudeau fit une célèbre visite, largement photographiée, à la rivière Nahanni Sud dans les territoires du Nord-Ouest. Il fut séduit : la Nahanni Sud peut en effet se targuer d'une nature sauvage véritablement époustouflante, avec des canyons aussi profonds que le Grand Canyon et une chute d'eau dont la hauteur fait deux fois celle de Niagara.

À la fin des années 1960, l'APNPC reconnaissait que le Canada avait besoin de plus de parcs, de sorte que les travaux d'élargissement du réseau de parcs nationaux commencèrent. De nouvelles sections de l'organisation ont surgi organiquement par-





Les eaux de la rivière Nahanni se déversent dans les chutes Virginia dans la réserve de parc national Nahanni, au Yukon.

PHOTO : BILL MASON PRODUCTIONS



Un canoteur passionné de nature, John Blachford, généreux donateur pour les campagnes de la SNAP. PHOTO : LEITH BLACHFORD

## JOHN BLACHFORD, DONATEUR, EXPLORE LE NORD DE SA PAGAIE

Depuis sa première participation à une réunion de la SNAP à Montréal en 2001, John Blachford n'est pas seulement devenu un de ses généreux donateurs, il a aussi payagé dans au moins douze grandes rivières dans les Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut.

« J'aime vraiment la nature. Je fais donc une excursion en canot chaque année » a déclaré le Montréalais de 76 ans. « J'ai visité beaucoup de pays, mais rien n'est aussi beau que le Nord canadien. »

M. Blachford a aidé à organiser la Fête boréale « *True North Wild and Free* » en 2004, à Montréal. En 2007, il animait une activité à Montréal pour la SNAP, à savoir la campagne « *Three Rivers* » pour protéger le bassin versant de 30 000 kilomètres carrés de la rivière Peel qui abrite trois de ses rivières canadiennes préférées. Il a aussi généreusement soutenu les campagnes de la SNAP pour élargir la Nahanni et pour établir la réserve de parc national Thaidene Nene dans les TN-O.

C'est grâce à la générosité de John Blachford et de nombreux autres partisans que la SNAP est devenue une voix nationale aussi efficace pour la défense des parcs et des extraordinaires régions sauvages du Canada.

Alison Woodley (à droite) examine les plans visant à étendre la réserve de parc national Nahanni, avec le Grand Chef des Premières Nations du DehCho, Herb Norwegian (en blanc), et l'ancien surintendant du parc Nahanni, Chuck Blythe.

PHOTO : HARVEY LOCKE



**« La SNAP peut se regarder dans le miroir et être vraiment fière de ce qu'elle a accompli au cours des 50 dernières années. »**

tout au pays. La plupart d'entre elles se concentraient sur les parcs. Au palier national, l'APNPC tournait son attention vers le nord et commençait à faire campagne en faveur de parcs nationaux dans le nord du Canada.

La volonté de créer un parc à Nahanni a été l'une des premières grandes campagnes de l'APNPC, dans le cadre de laquelle une tournée nationale de promotion « *Park or Power* » avait été organisée. En 1972, le gouvernement Trudeau protégea une portion de la rivière, neutralisant la menace de développement hydroélectrique, mais insuffisante pour protéger le vaste territoire des caribous des bois et des grizzlis de cette région.

Plus de vingt ans passeront avant que n'émerge un projet de protection de tout le bassin versant de la Nahanni Sud soutenu par les Premières Nations. Herb Norwegian, grand Chef des Premières Nations du Dehcho, un conseil tribal représentant dix communautés dénées et métis dans le sud-ouest des TN-O, se souvient avoir facilité une réunion cruciale au début des années 1990, à laquelle participait la SNAP, où l'on parvint à un consensus pour protéger l'ensemble du bassin versant de la Nahanni Sud. « Cette initiative ne pouvait réussir que si nos aînés comprenaient ce que nous faisons, » explique M. Norwegian. « Nous avons tracé une ligne autour du bassin et nous leur avons dit : si vous voulez protéger l'eau, voici ce que nous devons faire. »

La SNAP organisa une tournée dans 18 villes en 2005-2006 à laquelle participaient les Deh cho, des pourvoiries locales et des scientifiques. Ces tournées ont fait connaître la Nahanni au Canada. En 2009, la Nahanni Sud a été élargie pour protéger 90 % de la partie du bassin versant des Deh cho, bien que des travaux se poursuivent à ce jour pour protéger une pièce manquante importante du cours supérieur sur le territoire des Sahtu.

Sur la côte ouest, la SNAP a été la première organisation nationale de conservation à exiger la protection de la Moresby-Sud sur les îles Reine-Charlotte (maintenant connues sous le nom de réserve de parc national de Gwaii Haanas sur Haïda Gwaii). Les militants ont organisé une « caravane » Via Rail parcourant le Canada et transportant des aînés d'Haïda et d'autres personnalités, dont la destination finale était la côte Ouest. À l'arrêt de Toronto, 2000 personnes participaient à une activité organisée par la SNAP. Alors qu'augmentait la pression exercée par le public, Parcs Canada et les Haïdas ont conclu un accord en 1988. « Les deux parties ont convenu de mettre de côté la question de savoir à qui appartenait cette terre et qui en avait l'autorité. Elles acceptaient de travailler ensemble à une vision coopérative visant à protéger la forêt pluviale tempérée et le paysage culturel » relate Kevin McNamee, qui était le directeur de la conservation de la SNAP à l'époque. En 2010, une aire marine nationale de conservation fut ajoutée à Gwaii Haanas.

À la fin des années 1980 et 1990, des bénévoles et le personnel dévoués de la SNAP ont également fait campagne pour que soient créés de nombreux parcs provinciaux en Colombie-Britannique (le Stein, le Tatshenshini-Alsek). Ils ont contribué à forger un consensus d'aménagement des terres de la Muskwa-Kechika.

Bob Peart, qui se décrit comme un « accro inconditionnel de la SNAP » ayant établi des rapports étroits aussi bien avec les groupes gouvernementaux que de citoyens, s'est porté bénévole en 1974. Il a siégé au conseil d'administration national pendant plus de dix ans et il a été président national de 1984 à 1987. Il s'est battu pour la création du Parc national des Prairies en Saskatchewan en 1983. Il a fondé la section de la Colombie-Britannique au début des années 1980 et, dans les années 1990, a contribué à convaincre le gouvernement de cette province à élargir son réseau de parcs de 5 % à 12 % du territoire terrestre de la province.

« La SNAP peut se regarder dans le miroir et être vraiment fière de ce qu'elle a accompli au cours des 50 dernières années, » dit-il. « Mais, les combats se poursuivent. »

Aujourd'hui, la directrice du programme des parcs de la SNAP, Alison Woodley, travaille sans relâche avec le personnel et les bénévoles partout au pays pour plaider haut et fort en faveur de la conservation lorsque des menaces comme l'exploration pétrolière au large des côtes du parc national Gros Morne se manifestent.

Christopher Pollon est un journaliste pigiste accompli, basé à Vancouver.



Créé il y a 40 ans en tant que parc national pour protéger l'une des zones côtières les plus spectaculaires du Canada et désigné Site du patrimoine mondial de l'UNESCO pour ses caractéristiques géologiques exceptionnelles et sa beauté naturelle en 1987, le parc national Gros Morne risque de devenir une zone industrialisée.

La SNAP et des citoyens concernés mènent la charge pour arrêter un projet de forage afin d'extraire du pétrole, via le procédé de fracturation hydraulique, à quelques mètres des limites du parc. Leur objectif commun : une zone tampon qui empêcherait toute activité industrielle dans le parc national Gros Morne et ses environs.

« Le soutien de la SNAP, avec sa portée nationale, est vraiment important pour nous lorsqu'une menace comme celle-ci émerge » a déclaré Sue Rendell, propriétaire et opératrice de *Gros Morne Adventures*, à Norris Point. Mme. Rendell et son mari ont passé 30 ans dans la région à y établir une entreprise d'écotourisme.

L'étang Western Brook au parc national de Gros-Morne. PHOTO: MICHAEL BURZYNSKI



# À la défense de l'océan

*Inspirée par le plaidoyer passionné en faveur de la protection des océans de « marine » Sabine Jessen, la SNAP se fait protectrice de l'environnement marin menacé du Canada*

*Par Alanna Mitchell*



M. Stinky, en compagnie de l'ancien président de la Chambre, Peter Milliken et de Sabine Jessen, fait ses débuts sur la Colline parlementaire. Page Opposée: Un bassin de baignade sur *Hotsprings Island*, l'aire marine nationale de conservation Gwaii Haanas.

PHOTOS : SABINE JESSEN

La présence de M. Stinky sur la Colline Parlementaire il y a quelques années en dit long sur les progrès réalisés dans le domaine de la préservation des océans au Canada, tout en soulignant l'urgence de prendre des mesures plus audacieuses.

En effet, l'événement qui s'est déroulé pendant la Journée des océans du 8 juin 2010 fut un succès retentissant.

M. Stinky, un spécimen rare de récif d'éponges siliceuses, a tellement ravi les députés que beaucoup ont posé avec l'animal, relate Sabine Jessen, directrice du programme national des océans à la SNAP et instigatrice de la mise en vedette de l'éponge sur la scène fédérale.

De plus, la ministre des Pêches et Océans de l'époque, Gail Shea, a profité de l'occasion pour annoncer que l'habitat des récifs d'éponges siliceuses du détroit d'Hécate, au large des côtes de la Colombie-Britannique, serait désormais une « zone d'intérêt », appellation précédant la désignation officielle d'aire marine protégée.

Mais ce n'est pas tout. Les récifs d'éponges siliceuses du large de la côte de la Colombie-Britannique, d'où provient M. Stinky, sont uniques au monde. Ils ont été découverts par hasard par des scientifiques du gouvernement canadien en 1987. Cette découverte, considérée comme un miracle, devint l'objet de recherches internationales car, jusqu'à ce moment, les scientifiques croyaient que ces récifs avaient disparu en même temps que les dinosaures.

Non seulement les récifs d'éponges siliceuses sont uniques au monde et inestimables du point de vue scientifique, mais ils constituent d'importants territoires d'alevinage pour les espèces commerciales. Cependant, ils sont également fragiles et menacés par l'activité humaine. Certains d'entre eux ont été détruits par le chalutage de fond, qui est dorénavant interdit dans certains récifs, sans toutefois que les récifs encore intacts soient pleinement protégés par le gouvernement fédéral.







Les grands marais salants de Sandy Bay à Port Joli sur la rive Sud du fleuve Saint-Laurent, sont une étape essentielle des oiseaux migrateurs.

PHOTO : IRWIN BARRETT

Pour mettre le tout en contexte, le Canada se classe au 70e rang mondial pour ce qui est de la protection des zones océaniques dans ses limites territoriales, avec seulement 0,5 % de ses zones maritimes sous protection officielle, en dépit des promesses du gouvernement fédéral d'en préserver 10 % d'ici 2020.

Le succès de la visite de M. Stinky à Ottawa démontre que même si les politiciens aux plus hauts niveaux de la sphère politique se soucient de la protection de l'océan, l'importance d'agir rapidement pour obtenir des résultats ne se traduit pas par des actions concrètes, même dans le cas des sites les plus importants.

C'est le paradoxe auquel Mme Jessen fait face. Celle-ci est considérée par les scientifiques, les écologistes bénévoles, les représentants des parcs et les bailleurs de fonds comme la force d'impulsion qui, depuis vingt ans, alimente l'intérêt croissant des Canadiens pour la création d'aires marines protégées.

« Le rôle qu'elle a joué est sans prix » affirme Natalie Ban, professeure à l'École des études environnementales de l'Université de Victoria. « Elle compte parmi l'une des défenseurs de l'océan les plus passionnés que je connaisse ».

Natalie Ban a travaillé avec Mme Jessen pendant cinq ans pour la SNAP-section Colombie-Britannique avant de quitter son poste en 2003 pour faire son doctorat. Depuis, elle est devenue une spécialiste en conservation marine internationale, inspirée par la conviction de Sabine que l'océan a besoin de champions.

La mission de Mme Jessen visant à protéger l'océan a vu le jour il y a plus de 20 ans lorsqu'elle s'est portée bénévole auprès de la SNAP-section Colombie-Britannique. À cette époque, se souvient-elle, le Canada ne s'intéressait guère aux questions océaniques. L'accent était sur la terre; s'occuper de l'océan était contre-culturel.

Cependant, elle avait l'océan dans la peau. Ses ancêtres étaient des Vikings et tous les quatre ans, alors qu'elle grandissait à Toronto, sa famille retournait à son village d'origine de Schleswig, situé au nord de l'Allemagne, sur la mer Baltique, où, dans un musée sur les Vikings, se trouve une énorme chaloupe trouvée préservée dans une tourbière. Enfant, elle aimait flâner le long des rues pavées du village, savourant les joies d'une communauté de pêcheurs traditionnelle.

Cet engouement est resté. Meaghan Calcari Campbell, qui travaille pour la Fondation californienne Gordon et Betty Moore, et partisane de longue date du travail effectué par la SNAP pour les océans, explique que la fascination qu'exerce le monde marin sur Mme Jessen est évidente dans l'énergie qu'elle déploie pour le préserver et dans son pragmatisme sur la façon d'atteindre ses buts.

« Sans Sabine, un réseau d'aires marines protégées ne ferait pas partie des projets du gouvernement fédéral », dit-elle, ajoutant que Mme Jessen est infatigable quand vient le temps de trouver des occasions de faire comprendre aux éminences grises l'urgence de protéger l'océan, et ce tout en conservant son sens de l'humour et son rire contagieux.

Durant les vingt années qui ont suivi l'engagement de Sabine à la SNAP, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts sur le plan législatif. La Loi sur les océans est entrée en vigueur en 1997, faisant du Canada un chef de file mondial dans la planification globale de la sauvegarde de l'environnement marin, suivie par la Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada en 2002. En outre, la Loi sur les espèces sauvages du Canada et la Loi sur la convention concernant les refuges des oiseaux migrateurs du Canada prévoient la protection des espaces océaniques.

En 2011, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux allèrent plus loin en adoptant un cadre national pour les zones marines protégées du Canada, région par région. En ce qui concerne le littoral de la Colombie-Britannique, la province et Ottawa ont également fait d'immenses progrès en s'entendant sur un projet stratégique de création de zones marines protégées.

Selon Mme Ban, Mme Jessen a eu beaucoup d'influence dans l'élaboration de plusieurs des textes de loi principaux visant à protéger le milieu marin, en particulier en ce qui a trait à la promotion de

l'usage de termes propres à la conservation au moment de les rédiger. Bien que des militants d'autres organisations aient également cherché à protéger l'océan, la persévérance de Sabine en fait une figure emblématique de la lutte pour la protection de l'océan.

Même au sein de la SNAP, l'environnement marin a été « loin des yeux, loin du cœur », jusqu'en 2006 à cause de l'attention particulière que l'organisation apportait à la protection des terres. Mme Jessen se souvient avoir participé à des réunions du Conseil d'administration national de la SNAP pendant des années en répétant son mantra, « n'oubliez pas les océans ! »

Son insistance était telle que des membres du Conseil d'administration l'ont même surnommée « marine Sabine ».

« Nous sommes plus conscients de ce qui se passe dans l'océan et dans les écosystèmes océaniques sous-marins, » explique Mme Jessen.

« Le monde porte beaucoup plus attention à la nécessité de les protéger ».

Son travail sur les océans a commencé petit à petit, et seulement en Colombie-Britannique. L'idée centrale était de montrer que l'océan n'est pas qu'une baignoire pleine d'eau, mais également un habitat foisonnant d'espèces, dit-elle. Cela impliquait de prendre beaucoup de photos sous-marines et de trouver des créatures pouvant représenter les menaces qui pèsent sur l'environnement océanique. La pieuvre géante du Pacifique, chasseuse nocturne si intelligente qu'elle peut déduire comment ouvrir des bocalux, a pris la vedette. Tout comme M. Stinky, qui a été baptisé au bout de quelques heures d'une balade le long de la côte de la Colombie-Britannique dans une camionnette de la SNAP.

Il fallait aussi cartographier tout le littoral de la Colombie-Britannique et passer au peigne fin les interminables rapports scientifiques et communautaires évaluant les valeurs écologiques de différentes parties du monde marin.

Gwaii Haanas, désignée réserve d'aire marine nationale de conservation en 2010, fut le résultat de cet exercice après que la Nation Haïda fit comprendre aux Canadiens l'interdépendance entre terre et mer.

« Sabine a une véritable passion pour Gwaii Haanas et a travaillé en coulisse pour rencontrer et influencer les hauts responsables des gouvernements », a déclaré Ernie Gladstone, surintendant de Gwaii Haanas.

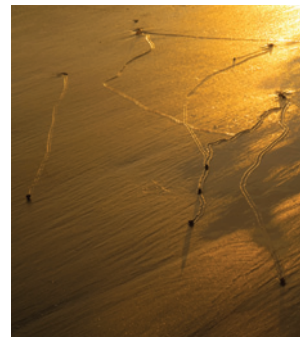
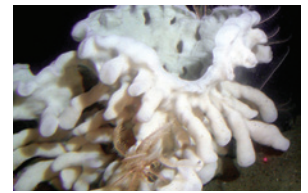
Des sections de la SNAP ont finalement commencé à se concentrer sur les questions marines dans d'autres régions du Canada. Julie Huntington se souvient avoir travaillé en 2003 avec feu Jon Lien et Sabine pour lancer des campagnes pour la protection de l'océan à Terre-Neuve. Un des projets majeurs était la création d'une zone protégée au large des fjords de la côte sud. Parcs Canada était intéressé, mais la province a récemment retiré son appui.

« Chaque fois qu'elle débarquait en ville, c'était incroyable », raconte Mme Huntington. « En 48 heures, nous rencontrons des fonctionnaires provinciaux, organisons une conférence de presse, discussions avec des représentants du gouvernement fédéral et des scientifiques et tenions des réunions publiques! »

Même son de cloche chez la SNAP-section Québec, où plusieurs régions ayant grand besoin de protection ont été identifiées. Pour sa part, Martin Willison, fondateur de la SNAP-section Nouvelle-Écosse, a insisté auprès du gouvernement fédéral pour que celui-ci crée la première aire marine protégée nationale en 2004. Le Gully, situé à 200 kilomètres au large de la côte, en bordure du plateau néo-écossais, protège les coraux, les poissons pélagiques et semi-pélagiques ainsi que les baleines à bec communes. La section s'emploie maintenant à établir des zones marines protégées dans la baie de Fundy et dans le banc de St. Anns au large de la côte est du Cap Breton.

« Sabine est absolument inflexible lorsqu'il s'agit de faire progresser le programme de promotion des réseaux d'aires marines protégées », selon M. Willison, biologiste retraité de l'Université Dalhousie et président de la section Nouvelle-Écosse.

Avec raison. Mme Jessen traque depuis 20 ans le nombre croissant de menaces auxquelles fait face l'écosystème océanique : acidification causée par des concentrations toujours plus élevées de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, réchauffement des eaux, exode d'espèces vers les eaux plus froides des pôles, surpêche, sédimentation due à l'aménagement des terres



De haut en bas: Des éponges gobelet, de la même famille que M. Stinky, d'un récif dans le détroit d'Hécate. Un crabe décorateur avance à petit pas sur une éponge siliceuse.

PHOTOS : K. CONWAY/NRCAN

Les escargots laissent une trace à marée basse sur la plage de *Sandy Bay* aux abords du fleuve Saint-Laurent. Des pois des dunes ajoutent une touche décorative aux rochers dans un marais salant de *Sandy Bay*.

PHOTOS : IRWIN BARRETT





Un plongeur explore des éponges silicieuses dans le détroit d'Hécate au large de la côte de la Colombie-Britannique. PHOTO : DALE SANDERS

*Des scientifiques ont constaté que les aires marines protégées sont le dernier refuge d'espèces en situation de stress.*

et pollution. Tous des phénomènes pointant vers l'évidence qu'il faut agir immédiatement.

Des scientifiques ont constaté que les aires marines protégées sont le dernier refuge d'espèces en situation de stress. Mme Ban fait référence à des études effectuées dans les systèmes tropicaux et dans les zones tempérées semblables aux nôtres qui révèlent de « vastes » augmentations du nombre et de la taille des poissons dans les aires protégées. M. Willison et elle affirment qu'il est urgent que le Canada accélère la création d'aires marines protégées.

Sabine Jessen est d'accord. Avec des écologistes marins de la SNAP des deux côtes canadiennes, elle a récemment lancé la campagne « D'un océan à l'autre », qui a identifié une douzaine de sites possibles de zones marines protégées, dont certaines sont déjà sur la table de travail du gouvernement fédéral.

Elle sait qu'il est possible d'agir rapidement. Non contente de gérer le programme marin de la SNAP, elle travaille également sur son doctorat en géographie à l'Université Simon Fraser, où elle compare la politique canadienne en matière de création des aires protégées à celles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Par exemple, 36 % de la superficie totale des eaux territoriales de l'Australie sont protégées, sans compter les superficies protégées par les différents états. Et tout cela en quelques années seulement.

« C'est plus rapide dans d'autres pays, » a déclaré Mme Jessen. « Nous pouvons peut-être en tirer une leçon. »

Alanna Mitchell est une journaliste et une auteure primée dont le plus récent livre est le best-seller international intitulé *Sea Sick: The Global Ocean in Crisis*.



# Une touche de **nature** chez soi

*Les paysages ayant le plus besoin  
d'être protégés se trouvent parfois  
dans notre propre cour*

*Par Dan Rubinstein*



Quel magnifique cadeau de Noël! En décembre dernier, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse achetait 220 000 hectares de Résolu Produits forestiers, la plus grande vente de terres privées dans l'histoire de la province, soit environ quatre pour cent de son territoire.

Établir une foresterie plus durable était l'un des principaux moteurs derrière l'entente de plus de 100 millions de dollars pour trois zones de surface boisée sur la moitié ouest de la Nouvelle-Écosse continentale. L'industrie s'effondrait, les usines fermaient et la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) craignait que des organisations d'administration de bois étrangères (TIMO) happent les terres sous-évaluées, pour ensuite développer les propriétés de choix le long des lacs et des rivières, et pour couper à blanc le reste. La SNAP, avec beaucoup d'autres groupes membres de la *Buy Back the Mersey Coalition* (un mouvement populaire réunissant plus de deux douzaines d'organisations diverses, allant d'écologistes et d'institutions de recherche à des municipalités et des amateurs de véhicules hors-route) ont donc convaincu le gouvernement de la Nouvelle-Écosse d'acquérir les terres, de protéger les propriétés les plus importantes au plan écologique et d'entreprendre des projets de foresterie communautaire sur le terrain restant.

Acheter massivement des terres en Nouvelle-Écosse est essentiel pour la conservation, puisque seulement environ un tiers de la province est de propriété publique, le deuxième pourcentage le plus bas au pays après l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours des cinq dernières années, la Nouvelle-Écosse a consacré 350 millions \$ à l'acquisition de terres, une somme extraordinaire pour une petite province. L'achat des terres de Résolu n'est que la plus récente mesure prise par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour protéger sa nature. Elle a aussi l'intention de créer plusieurs nouvelles aires protégées par l'entremise du plan « Our Parks and Protected Areas », un engagement visant à créer quatre nouveaux parcs provinciaux, 44 nouvelles aires sauvages et 120 nouvelles réserves naturelles tout en développant des dizaines d'autres sites. L'engagement a été conclu après de longues négociations entre les groupes environnementaux et les entreprises forestières de la province. La SNAP a joué un rôle prépondérant dans l'identification des propriétés devant être protégées et lors des négociations avec les compagnies forestières.

Les 22 000 acres achetés des Produits forestiers Résolu comprennent (de gauche à droite) le lac Tobeatic-Little Tupper et des tronçons des rivières Shelburn et Jordan.

PHOTOS : NOVA SCOTIA ENVIRONMENT

Page Opposée: La palette automnale colore les rives de la rivière Kelley, dans les forêts de Chignecto, en Nouvelle-Écosse PHOTO : IRWIN BARRETT



« Quelle révélation lorsque des organisations environnementales et des compagnies forestières collaborent, » explique Chris Miller, biologiste de la conservation nationale de la SNAP, section Halifax. Ce dernier estime qu'il faut prendre appui sur les connaissances scientifiques et collaborer avec l'industrie, le gouvernement et les communautés locales pour favoriser la conservation. « Le gouvernement a saisi l'occasion parce que deux adversaires traditionnels travaillaient à résoudre leurs divergences d'opinion. L'enveloppe globale que nous présentions était une solution qui faisait en sorte de protéger davantage de terres. »

Parce que la Nouvelle-Écosse a une longue histoire de colonisation et de développement, et que la plupart des terres sont déjà commises à l'industrie, il est souvent difficile d'y entreprendre des travaux de conservation. Cependant, beaucoup de Néo-Écossais, y compris M. Miller, dont la famille est profondément enracinée dans la province, possèdent le genre d'éthique qui dérive de vivre dans une si belle région du Canada. La pression intense relative au développement et le besoin urgent de protéger la nature sauvage qui reste leur sont extrêmement familiers. En Nouvelle-Écosse, comme dans toutes les latitudes méridionales du pays à dense population, cela signifie intervenir pour préserver la nature qui se trouve dans sa propre cour.

Le parc de la Gatineau est littéralement une arrière-cour (ou aire de jeux) pour les résidents de la capitale nationale. Les collines, les lacs et les arbres couvrant 36 131 hectares ne sont qu'à 15 minutes en voiture de la Colline parlementaire, sur la rive nord de la rivière des Outaouais. Le parc attire plus de 2,7 millions de visiteurs chaque année. Les gens y font de la randonnée, du canotage et des pique-niques, et en hiver, du ski de fond ou de la raquette. Des maisons et des chalets bénéficient de droits acquis dans l'enceinte du parc. En raison de sa proximité à la quatrième plus grande agglomération du Canada, il subit fréquemment des pressions visant à permettre la construction de nouveaux développements résidentiels.

Malgré une présence humaine aussi intense, le parc est aussi l'un des endroits les plus riches en biodiversité du Québec méridional. Au Canada, la biodiversité se manifeste généralement plus au sud et est un lien important à d'autres aires naturelles dans les quatre directions. Le parc de la Gatineau abrite 125 espèces animales et végétales rares, y compris le carcajou et le petit polatouche. Pourtant, il est géré par une société d'État appelée la Commission de la capitale nationale (CCN). Il ne bénéficie d'aucune protection juridique conférée par le statut de parc national, ce qui a fait de sa préservation une priorité pour la

En haut, à gauche: Le lac Pink reflète les couleurs saisonnières du parc de la Gatineau, qui se trouve à 15 minutes en voiture du centre-ville d'Ottawa. PHOTO : CHRISTOPHER

POLICARPIO/CREATIVE COMMONS

En haut: Le biologiste en conservation de la SNAP, Chris Miller. PHOTO : IRWIN BARRETT

SNAP, section-vallée de l'Outaouais. En fait, celle-ci a été fondée en 1970 spécifiquement pour protéger le parc.

« Cela fait plus de cent ans que nous essayons de nous protéger contre la nature et de la vaincre, » a déclaré le directeur exécutif de la section, John McDonnell, qui s'est joint à la SNAP il y a plus de dix ans, au cours d'une campagne efficace pour arrêter la construction de chalets et le développement de sentiers de VTT dans la Forêt-la-Blanche, une rare parcelle de vieille forêt non loin à l'est de Gatineau. « En tant que société, nous devons prendre du recul et réaliser l'importance de s'occuper de ces régions. »

Dans la vallée de l'Outaouais, la stratégie de la SNAP comprend des discussions avec la CCN concernant le transport en commun durable pour minimiser le nombre de véhicules privés ayant le droit de circuler dans le parc de la Gatineau. Il faut aussi soulever la question de loisirs durables, souvent inquiétante. Notons, par exemple, l'impact d'activités telles que le vélo de montagne sur l'érosion, les menaces posées par le développement résidentiel et l'élargissement du réseau routier. Réaliser des objectifs à long terme, comme l'obtention du statut de parc national, l'inscription des limites dans la loi et l'interdiction de construire de nouvelles routes et de nouveaux développements dans l'enceinte du parc, prendra du temps. Toutefois, ces conversations progressent. Au cours des deux dernières années, la SNAP et la CCN ont collaboré sur des projets de SIG, dont la cartographie d'éventuels corridors de conservation qui pointent vers le parc et la ceinture de verdure qui entoure la capitale.

L'isthme de Chignecto est aussi un important couloir de conservation. D'une largeur d'à peine 17 kilomètres à son point le plus étroit, le pont terrestre relie la Nouvelle-Écosse au Nouveau-Brunswick et au reste de l'Amérique du Nord. Si vous apercevez un orignal en Nouvelle-Écosse, c'est qu'il (ou l'un de ses ancêtres) a probablement traversé la mosaïque de terres humides et de forêts de feuillus de Chignecto qui sert d'habitat à plus de 120 espèces d'oiseaux et qui alimente en eau potable la ville d'Amherst, en Nouvelle-Écosse, entre autres communautés des deux provinces. Cependant, la majorité de l'isthme est un terrain privé, en particulier du côté du Nouveau-Brunswick. Ceci pose un défi à cette section provinciale de la SNAP.

Il est important d'encourager les propriétaires de terres à gérer celles-ci de façon à ce que la faune puisse migrer, explique la directrice exécutive, Roberta Clowater. On pourrait, par exemple, ne pas toucher à une partie de la vieille forêt, en faisant preuve de diligence

*Il est important d'encourager les propriétaires de terres à gérer celles-ci de façon à ce que la faune puisse migrer, explique la directrice exécutive, Roberta Clowater. On pourrait, par exemple, ne pas toucher à une partie de la vieille forêt, en faisant preuve de diligence raisonnable avant de décider de la voie d'une nouvelle route.*



Les chercheurs observent la martre d'Amérique, un membre de la famille des belettes, afin de mieux comprendre comment elle réagit à des pratiques de gestion forestière affectant son habitat.

PHOTO : LORI LABATT



raisonnable avant de décider de la voie d'une nouvelle route. On pourrait aussi maintenir des haies et des ruisseaux bien tamponnés sur les exploitations agricoles. La SNAP du Nouveau-Brunswick a organisé des ateliers, dirigés par des propriétaires de terres à bois et des forestiers, dans le cadre desquels on discute des projets de conservation qu'ils ont menés à bien sur leurs propriétés.

La province est un peu paradoxale à cet égard. Les Néo-Brunswickois sont des passionnés de plein air. Ils campent, font de la randonnée, chassent et pêchent. Ils aiment la terre et l'eau. Depuis des générations, les ressources naturelles sont le gagne-pain de beaucoup d'entre eux, qu'il s'agisse de l'exploitation forestière et minière ou de la pêche. C'est pourquoi une approche utilitariste envers les forêts, les rivières et les baies est encore répandue. Tenter de tailler une place à la nature sauvage, face à des économies enracinées et axées sur les ressources naturelles, peut se comparer à pousser un gros rocher jusqu'au sommet d'une colline, a déclaré Mme Clowater. Il faut faire un effort colossal pour inciter le gouvernement à agir.

Malgré tout, nous progressons. Au cours des dernières décennies, le nombre de Néo-Brunswickois qui souhaitent défendre la « valeur publique » de la nature a augmenté, a-t-elle ajouté. Et « une coulée en amont » vers le gouvernement est en train de se produire.

La rivière Restigouche en est un bon exemple. Dotée d'un bassin hydrographique qui couvre plus d'un million d'hectares à Gaspé, au Québec, et dans le nord du Nouveau-Brunswick, la rivière est peut-être la voie navigable la plus sauvage du sud-est du Canada. Là y vivent le lynx, l'ours, l'aigle à tête blanche, la chouette rayée et certains des plus grands saumons sauvages de l'Atlantique au monde. Pourtant, moins d'un pour cent du bassin versant est officiellement protégé du développement, laissant la porte ouverte à l'exploitation minière et forestière. « Garder la région du Restigouche à l'état sauvage » – une campagne nationale menée par la SNAP – a attiré plus de 11 000 partisans désireux de protéger les aires les plus sauvages du Restigouche. Armée de statistiques sur la pêche dans la rivière et sur l'écotourisme (d'une valeur de plus de 20 millions \$ par année et soutenant plus de 400 emplois), la SNAP joue un rôle primordial dans cette campagne. Mme Clowater est confiante que cela augmentera la quantité de terres protégées dans le bassin de quatre à cinq pour cent au cours de la prochaine année.

« Protéger tous ces lieux sauvages est un début et on pourra en ajouter à la liste au fil du temps. Préserver des zones naturelles à proximité de plusieurs communautés aura un impact sur la qualité de vie de tous les Néo-Brunswickois. C'est un tampon contre les répercussions du changement climatique, protégeant nos digues, nos climatiseurs et nos filtres à

En haut à gauche : le bassin hydrographique de la rivière Restigouche au Québec.

PHOTO : BART FIRTH En haut : Mary Majka, décorée de l'Ordre du Canada, appuie la SNAP et son organisation-mère depuis les années 1970.

PHOTO : DAVID CHRISTIE

**« Garder la région du Restigouche à l'état sauvage » – une campagne nationale menée par la SNAP – a attiré plus de 11 000 partisans désireux de protéger les aires les plus sauvages du Restigouche.**



En haut : Moins d'1% du bassin versant de la rivière Restigouche, qui couvre plus d'un million d'hectares au Québec et au Nouveau-Brunswick, et abrite le lynx (ici à droite), l'ours, l'aigle et quelques-uns des plus gros saumons sauvages du monde, est protégé du développement. PHOTO EN HAUT : DAVE GODIN. PHOTO À DROITE : BY RON THIESSEN

eau naturels. Ces espaces sauvages seront aussi peut-être les endroits où les gens vivront leur premier contact avec la nature. Les jeunes familles feront du canoë ou de la randonnée, rencontreront la faune et commenceront à apprécier notre importante relation avec la nature » a-t-elle dit.

Cette relation est ce qui attire les donateurs de la SNAP comme la naturaliste néo-brunswickoise de 90 ans Mary Majka, décorée de l'Ordre du Canada. Elle est partisane de la SNAP et de l'organisation mère qui l'a précédée depuis les années 1970. Majka, une polonaise qui a immigré au Canada en 1951, affirme avoir constaté un énorme changement de perspectives depuis son arrivée dans la région il y a 62 ans. Les gens ne considèrent plus la nature comme un domaine sur lequel ils règnent, dit-elle. « Ma plus grande préoccupation a toujours été de sensibiliser les enfants. La SNAP a contribué à élever une génération beaucoup plus consciente et attentive, partout au pays et dans notre province. Des gens qui apprécient profondément le monde naturel de notre pays. »

Dan Rubistein, écrivain et éditeur basé à Ottawa, contribue à des publications telles que *The Walrus* et *The Economist*. Il travaille actuellement sur un ouvrage non romanesque sur la marche qui sera publié au printemps 2015.





# La solution: jouer à l'extérieur

*Mettre les enfants en contact avec la nature  
peut contribuer à améliorer leur santé et à  
inspirer la prochaine génération d'écologistes*

*Par Anne Casselman*





À gauche et page opposée: Alex Mowat, guide d'interprétation pour la SNAP-section du sud de l'Alberta, donne des leçons pratiques à la prochaine génération d'éventuels défenseurs de la nature de l'école Annie Foote, à Calgary.

PHOTOS : JENNIFER CASCIANI (À GAUCHE); CLAIRE SAKOWSKI (PAGE 32)

En bas, à gauche : Les visites scolaires organisées par Jennifer Casciani, coordonnatrice de l'éducation de la SNAP-section du sud de l'Alberta, sont conçues pour inciter les étudiants à agir. En bas, à droite: Les élèves de 4e année de l'école St. Maria Goretti, à Calgary, étudient les raisons pour lesquelles la grenouille léopard est en voie d'extinction en Alberta.

PHOTOS : KATE SEMRAU

Les jeunes souffrent de trouble déficitaire de la nature, d'où moins de conscience écologique demain. Face à ce constat, la SNAP a choisi de réagir en se mobilisant pour faire apprécier le plein air aux jeunes Canadiens, que ce soit par l'entremise de programmes d'enseignement en salle de classe, de colloques portant sur l'écologie ou d'inspirer les jeunes à devenir ambassadeurs de la nature parmi leurs pairs. « L'objectif de la SNAP est vraiment de faire en sorte qu'il y ait des défenseurs de la nature sauvage à l'avenir, » a déclaré Elyse Curley, gestionnaire du programme terrestre destiné aux jeunes, offert par la section de la SNAP en Colombie-Britannique.

À une époque où la recherche révèle que plus de temps passé en plein air aide à combattre l'obésité, les symptômes du TDAH et de médiocres résultats aux examens, les enfants jouent à l'extérieur moins que jamais. Près de huit parents sur dix affirment que leurs enfants passent moins de temps dans les parcs et les espaces verts qu'ils ne le faisaient eux-mêmes. Selon une enquête menée par la Fondation David Suzuki, 70 % des enfants jouent à l'extérieur moins d'une heure par jour. Cela n'a rien d'étonnant : les enfants et les jeunes Canadiens passent en moyenne sept heures et 48 minutes par jour devant un écran de télévision, un ordinateur, un téléphone intelligent ou un écran de jeu vidéo.





Tout ceci n'annonce rien qui vaille à moins que nous faisons sortir les enfants... et rapidement, a déclaré Mme Curley.

« Si nos enfants ne sont pas mis en contact avec la nature dès maintenant, ils ne comprendront pas ses avantages et les raisons pour lesquelles nous devons la protéger à l'avenir. Nous voulons les rapprocher de la nature afin qu'adultes, ils soient attentifs à sa protection. »

D'où l'effort pour promouvoir *Get Outside BC*, un projet de leadership chez les jeunes âgés de 14 à 18 ans, qui en est à sa troisième édition en Colombie-Britannique et qui a été repris par les sections de la SNAP au Nouveau-Brunswick et en Ontario.

Chaque année, le programme vise à former quelques 40 jeunes chefs de projets lors d'un sommet sur le leadership tenu à Squamish. Ils y rencontrent des mentors qui travaillent dans le domaine de l'écologie. Ils font de la randonnée et du camping. On leur enseigne comment planifier et mettre en œuvre leurs propres activités de plein air. Une fois de retour chez eux, ces jeunes chefs de projets organisent à leur tour des événements en plein air qui, en moyenne, incitent de 550 à 600 enfants et adultes de plus à faire des activités à l'extérieur. Le programme est une réussite, probablement parce qu'en bout de ligne, on s'amuse pleinement tout en respectant l'environnement.

« C'est ce que *Get Outside* fait vraiment bien. Il fournit des informations et il offre des possibilités. Il sensibilise les gens et les pousse à faire des activités à l'extérieur, » affirme Kluane Buser-Rivet, une diplômée du programme *Get Outside* qui a organisé une course spectaculaire en plein air dans sa ville natale de Victoria à l'automne 2011. Celle-ci comprenait des défis tels que dévaler une colline ou apprendre à connaître un arbre, les yeux bandés.

« Cela m'a appris qu'organiser un événement réussi qui fait sortir beaucoup de gens n'est pas aussi difficile que je pensais, » a-t-elle ajouté. « Tout le monde se défonce. C'est vraiment génial de voir les gens s'amuser en plein air. »

C'est exactement l'expérience d'Anne Marie Syslak, directrice exécutive de la section de la SNAP du sud de l'Alberta. « Quelque chose d'aussi humble que de repérer un oiseau dans un arbre ou de manipuler une couleuvre emballe les élèves. Ils s'intéressent ainsi à la beauté de la nature et de tout ce qui vit. » Depuis sa mise à exécution en 1997, le programme d'éducation environnementale dispensé par la section de la SNAP du sud de l'Alberta a rejoint plus de 85 000 élèves et enseignants. Celui-ci allie les programmes scolaires élémentaires et secondaires aux leçons environnementales. Les étudiants participent à des randonnées d'interprétation où ce qu'ils ont appris en classe prend vie. Mme Syslak a récemment assisté à une conférence donnée par Richard Louv, l'auteur de *Last Child in the Woods* et l'inventeur du terme trouble déficitaire de la nature. Dans le cadre de sa conférence, il exhorte son auditoire à « se prescrire une dose de nature. » Cette phrase fut douce aux oreilles de Mme Syslak.

« Je me suis dit : c'est exactement ce que nous faisons. Dans ces programmes, nous *prescrivons* la nature. Nous essayons de mettre les étudiants en contact avec la nature. Nous leur communiquons les valeurs écologiques. Nous soulevons les questions environnementales et de conservation. »

Anne Casselman est basée à Vancouver. Elle fait des reportages sur la science et la nature pour *ScientificAmerican.com*, *Canadian Geographic* et *The Walrus*.

En haut, à gauche : Une étudiante fait une pause lors d'une randonnée dans le cadre du programme *Get Outside BC Youth Leadership Summit*.

En haut : Becc Hoskins, un des fondateurs de *Get Outside BC*, discute de ce que signifie être un leader au sommet.

PHOTOS : NICHOLAS STANGER

## UN GRAND MERCI

Depuis plus de 20 ans, **Mountain Equipment Co-op®** aide la SNAP à sensibiliser le public à la conservation de la nature en soutenant des programmes tels que *Get Outside*, et en promouvant nos campagnes de protection des espaces sauvages auprès de leurs membres. Pour en savoir plus : [cpaws.org/about/partners](http://cpaws.org/about/partners)

# IL EST PARFAITEMENT SENSÉ DE FAIRE **UN LEGS** À LA SNAP!



Gord James, un bénévole auprès de la SNAP-section du sud de l'Alberta prévoit de faire un legs à l'organisation dans son testament.

PHOTO : GORD JAMES

Lorsque j'étais un jeune garçon grandissant à Toronto, j'attendais avec impatience les étés quand mes parents ou ma grand-mère nous emmèneraient faire du camping. Depuis mon enfance, les parcs tiennent une grande place dans ma vie. Lorsque nous nous sommes mariés, Dale et moi sommes partis vers le nord dans la région de Huntsville pour faire du camping. Une fois installés à Calgary, nous avons cherché une organisation à laquelle nous pourrions offrir notre temps. Lorsque je me suis porté bénévole pour un événement organisé par la SNAP, section sud de l'Alberta, j'ai su que c'était l'organisation que je voulais soutenir, et financièrement et par la voie du bénévolat.

Les gens et leur conviction pour ce qu'ils font, voilà ce qui m'impressionne le plus à la SNAP, une organisation qui essaie de donner une voix à nos parcs et à notre nature. Je suis aussi un adepte du programme d'éducation de la SNAP, section sud de l'Alberta. Je crois fermement en la poursuite de l'apprentissage à vie pour tous. Je suis aussi d'avis que l'éducation est un volet fondamental du développement chez les jeunes.

Faire un legs à la SNAP s'est avéré une décision facile compte tenu de notre confiance en l'organisation. J'espère que mon don en incitera d'autres à faire de même et qu'à l'avenir, les gens n'admireront pas seulement les réalisations économiques du pays ou d'entreprises spécifiques, mais aussi la merveille naturelle que sont nos parcs et notre nature. La façon dont nous prendrons soin de ce « bien » est ce qui nous distinguera comme un endroit où il fait bon vivre.

Gord James

Donateur/bénévole, SNAP, section du sud de l'Alberta

*Pour de plus amples informations sur la façon de faire un legs à la SNAP, veuillez communiquer avec Vicki DiMillo à [vdimillo@cpaws.org](mailto:vdimillo@cpaws.org).*



SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

## contactez-nous

SNAP Canada  
506-250, av. City Centre  
Ottawa, ON K1R 6K7  
613-569-7226 ou 1-800-333-9453  
[info@snapcanada.org](mailto:info@snapcanada.org)  
[www.snapcanada.org](http://www.snapcanada.org)

SNAP Colombie-Britannique  
604-685-7445  
[www.cpawsbc.org](http://www.cpawsbc.org)

SNAP Sud de l'Alberta  
403-232-6686  
[www.cpaws-southernalberta.org](http://www.cpaws-southernalberta.org)

SNAP Nord de l'Alberta  
780-432-0967  
[www.cpawsnab.org](http://www.cpawsnab.org)

SNAP Saskatchewan  
306-955-6197  
[www.cpaws-sask.org](http://www.cpaws-sask.org)

SNAP Manitoba  
204-949-0782  
[www.cpawsmb.org](http://www.cpawsmb.org)

SNAP Vallée de l'Outaouais  
613-232-7297  
[www.cpaws-ov-vo.org](http://www.cpaws-ov-vo.org)

SNAP Wildlands League  
416-971-9453 ou 1-866-570-9453  
[www.wildlandsleague.org](http://www.wildlandsleague.org)

SNAP Québec  
514-278-7627  
[www.snapqc.org](http://www.snapqc.org)

SNAP Nouveau-Brunswick  
506-452-9902  
[www.cpawsnb.org](http://www.cpawsnb.org)

SNAP Nouvelle-Écosse  
902-446-4155  
[www.cpawsns.org](http://www.cpawsns.org)

SNAP Terre-Neuve-et-Labrador  
709-726-5800  
[www.cpawsnl.org](http://www.cpawsnl.org)

SNAP Yukon  
867-393-8080  
[www.cpawsyukon.org](http://www.cpawsyukon.org)

SNAP Territoires du Nord-Ouest  
867-873-9893  
[www.cpawsnwt.org](http://www.cpawsnwt.org)

# ENSEMBLE,

**EN 50 ANS NOUS AVONS PROTÉGÉ PLUS  
D'UN DEMI MILLION DE KILOMÈTRES CARRÉS  
D'ESPACES SAUVAGES AU CANADA !**



Merci aux CENTAINES DE BÉNÉVOLES, DE MILITANTS ET DE DONATEURS au fil des ans... et un merci tout particulier à nos PLUS GÉNÉREUX CONTRIBUTEURS :

Peter A. Allen et Jocelyn Allen

Anonyme

Succession de Dr. John B. Benson

John Blachford et Janet Blachford

Canadian Boreal Initiative

Canadian River Expeditions

Glen W. Davis, défunt

The Echo Foundation/Fondation Echo

Succession de John Webster Grant

The Ivey Foundation

The Henry P. Kendall Foundation

Oliver Kent

David Lang et Sally Lang

Succession de Georgia M. Leroux

Donald S. McMurtry

The George Cedric Metcalf  
Charitable Foundation

The Gordon and Betty Moore  
Foundation

Mountain Equipment Co-op

The Ontario Trillium Foundation

Tides Canada Foundation

Wilburforce Foundation